



—Nations Unies

LE PRÉSIDENT EISENHOWER AU SIÈGE DE L'ONU

Après la Conférence des Bermudes, le 8 décembre, M. Eisenhower s'est rendu au Siège de l'Organisation des Nations Unies et y a prononcé un discours devant l'Assemblée générale. Avant son discours, M. Eisenhower s'entretient avec M. Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations Unies (à sa droite), M^{me} Pandit, présidente de l'Assemblée générale, et M. Dulles, secrétaire d'État des États-Unis.

table au sujet de laquelle elle ferait rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité au plus tard le 1^{er} septembre 1954 ».

La proposition du Président Eisenhower a pour but d'amener l'Est et l'Ouest à collaborer sur l'un des aspects de la question de l'énergie atomique et d'ouvrir ainsi la voie à un accord général sur les problèmes de l'énergie atomique, notamment sur celui de l'interdiction des armes atomiques. Les tentatives répétées des Nations Unies pour résoudre ce problème, depuis 1946, se sont terminées par une impasse entre les puissances occidentales et l'URSS. Bien que ces efforts eussent abouti en 1948 à l'adoption par l'Assemblée générale d'un Plan des Nations Unies pour le contrôle international de l'énergie atomique, l'opposition des pays communistes avait par la suite rendu tout progrès impossible. La pierre d'achoppement des négociations entre l'Est et l'Ouest était la question du contrôle international de l'énergie atomique, contrôle indispensable pour que le monde soit suffisamment garanti contre l'emploi de bombes atomiques. L'URSS ne s'est pas encore montrée disposée à se soumettre à tout ce que nécessite, aux yeux de l'Ouest, un système efficace de contrôle international, et particulièrement à l'inspection continue des territoires et des usines des divers pays. Ainsi que le signalait lui-même le Président Eisenhower, sa proposition offre « le grand mérite de pouvoir être mise en œuvre sans susciter les froissements et les soupçons réciproques que provoque inévitablement toute tentative d'organisation d'un système totalement acceptable d'inspection et de contrôle à l'échelle mondiale ».

Le 9 décembre, le Premier ministre s'est dit très heureux de la façon ingénieuse et positive dont le Président Eisenhower envisageait ce problème, le plus important de l'heure peut-être, et il a assuré les membres de la Chambre

des c
Prési

arme
le pr
d'une
natio
tique
26 no
sous
désar
devra
guerr
sur ce
habit
d'agi
ment
M. V
concl
de co
muni
dispo
bérém

L
esprit
l'impe
la pe
intern
le Pé
senta
cutio
sovié
actue
et qu
satio
ont o

J
politi
enser
L'Un
mais
la rés
la Cc

J
y co
résol
vue c